

LIBREVILLE, 13 décembre (Infosplusgabon) - Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 13 décembre 2023 à Abidjan, un prêt de 105,19 millions de dollars américains à l'Angola pour mettre en œuvre le Programme de réforme du secteur de l'agriculture. Ce programme vise à renforcer la politique agricole et l'environnement des affaires pour améliorer la production alimentaire et contribuer à la diversification économique.

« Le programme de réforme du secteur de l'agriculture ambitionne de rendre les petites exploitations agricoles plus productives et les intégrer dans l'économie générale en améliorant le cadre politique et réglementaire pour favoriser le fonctionnement des marchés des intrants et des produits agricoles. Il permettra ainsi au gouvernement de résorber le déficit alimentaire et de réduire les importations de denrées alimentaires », a déclaré le responsable du bureau pays de la Banque africaine de développement en Angola, Pietro Toigo.

Il a précisé que le projet va également approfondir les réformes « pour aller vers des marchés agricoles plus efficaces tout en renforçant la gouvernance et la capacité des institutions publiques agricoles, en encourageant le secteur privé à participer aux marchés agricoles afin de contribuer à accroître la production de céréales et d'oléagineux dans le pays ».

Le programme soutiendra notamment la mise en place d'un cadre institutionnel pour mettre en œuvre les politiques nationales de mécanisation de l'agriculture et d'irrigation ainsi que le plan de gestion de l'eau agricole et de la loi sur les engrais. La politique d'irrigation et de mécanisation consistera dans un premier temps à élaborer des feuilles de route pour mettre en place une politique intelligente face au climat et adoption des technologies climato-intelligentes rentables dans l'agriculture et le système alimentaire. Le projet permettra également de fournir aux petits exploitants agricoles de quatre provinces (Lunda Norte, Lunda Sul, Moxico et Cunado Cubango), des machines appropriées et des équipements à l'épreuve du climat pour faciliter les opérations manuelles de routine et renforcer la capacité d'adaptation des systèmes agricoles.

Le programme accompagnera par ailleurs, la création de marchés ruraux et de centres de services d'information pour les agriculteurs dans les municipalités, y compris des plateformes

numériques visant à leur permettre d'accéder à une gamme de services liés à la production et aux marchés des intrants. Le soutien de la Banque permettra aussi de mettre en place des instruments politiques visant à stabiliser la production et la commercialisation céréalière en période de surabondance et de pénurie.

À terme, le programme va permettre à l'Angola d'augmenter le nombre de petits exploitants agricoles - dont 50 % de femmes - vont avoir accès à des intrants agricoles modernes grâce à une plateforme reposant sur les technologies de l'information et de la communication, à augmenter les superficies cultivées à l'Est du pays. De même, il permettra d'accroître la productivité céréalière et de renforcer le développement agricole grâce à l'engagement du secteur privé.

Tous les principaux acteurs de l'industrie agricole en Angola seront les bénéficiaires du programme, y compris les petites et moyennes entreprises. Celles-ci bénéficieront d'un meilleur cadre politique, de meilleures possibilités d'investissement dans l'agriculture et d'un meilleur accès au marché. En fin de compte, le programme profitera indirectement à tous les Angolais, car le financement contribuera à élargir la marge de manœuvre budgétaire de l'État pour les dépenses de développement essentielles et la création d'emplois.

Le Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution du financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). Représentée dans 41 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux.

Copyright Infosplusgabon